

Communiqué de la Cédéao

Monrovia, le 4 juin 2017

Le président togolais, Faure Gnassingbé, a été désigné par ses pairs ouest-africains pour présider, pour un an, aux destinées de la Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de la Cedeao, en remplacement de la présidente libérienne, Mme Ellen Johnson Sirleaf, qui vient de passer douze mois à la tête de l'organisation.

Telle est l'une des décisions de la 51^{ème} session ordinaire de ladite Conférence tenue le dimanche 4 juin 2017, à Monrovia, au Liberia, en présence de 12 chefs d'Etat sur les 15 que compte la Communauté.

Seuls les présidents béninois, Patrice Talon, nigérien, Mahamadou Issoufou, et nigérian, Muhammadu Buhari, n'ont pas fait le déplacement.

Outre l'élection de Faure Gnassingbé, les dirigeants ouest-africains ont décidé de tenir leur 52^{ème} session ordinaire à Lomé, au Togo, en décembre 2017 ; session à laquelle ils ont invité le roi du Maroc, leurs homologues tunisien et mauritanien.

A la Mauritanie, ancien Etat membre, ils lui ont demandé de présenter une requête de réadmission à la Cedeao ; et ont accordé le statut d'observateur à la Tunisie.

Pour ce faire, ils ont instruit la Commission de prendre les dispositions en vue de s'assurer que toutes les règles et procédures relatives au statut d'observateur sont adoptées.

Quant au Maroc, ils lui ont donné leur accord de principe pour son adhésion à la Communauté, en raison des liens forts et multidimensionnels de coopération avec l'Afrique de l'Ouest, ont-ils expliqué. Ils ont demandé à la Commission d'examiner les implications d'une telle adhésion conformément aux dispositions du Traité Révisé de la Cedeao, et de soumettre les résultats à leur prochaine session.

Les autres décisions de la Conférence ont trait à la réforme institutionnelle de la Communauté. Il a été décidé de réduire de 15 à 9 le nombre des Commissaires à la Commission, et à 18 celui des postes statutaires dans l'ensemble des institutions de la Cedeao.

La Conférence a demandé au Comité ministériel ad hoc devant proposer l'attribution de ces postes de veiller à ce que chaque Etat membre ait au moins un poste statutaire ; et au président de la Commission, Marcel de Souza, d'étendre ladite réforme à toutes les autres institutions de la Communauté.

Elle a d'ailleurs félicité le président de la Commission pour les mesures qu'il a prises pour rationaliser le fonctionnement de l'organisation, afin de garantir la performance optimale de la Commission et de toutes les autres institutions ; et l'ont encouragé à poursuivre dans la même direction.

Au plan sécuritaire, le Sommet a décidé de proroger pour 3 mois le mandat de la Mission de la Cedeao en Guinée-Bissau (ECOMIB) ; et pour 12 mois, celui de la Mission de la Cedeao en Gambie (ECOMIG).

La Conférence a félicité le Mali pour les importantes mesures prises pour assurer la mise en œuvre de l'Accord de paix et de réconciliation, et exprimé sa préoccupation face à la multiplication des attaques terroristes au nord et au centre du pays.

Concernant les prochaines élections au Liberia, la Conférence a félicité les partis politiques pour leur résolution visant à assurer une élection présidentielle paisible dans le pays ; et leur a demandé d'assumer la résolution qu'ils ont prise du 21 au 23 septembre 2016, et leur Déclaration politique signée en marge du présent Sommet.

Toujours à propos du Liberia, les chefs d'Etat et de gouvernement ont félicité Mme Ellen Johnson Sirleaf, présidente en exercice sortante de leur Conférence pour le leadership exemplaire dont elle fait preuve, et pour son engagement permanent au service de l'intégration régionale, de la paix et de la sécurité en Afrique de l'Ouest.

Au plan économique et de la mise en œuvre des programmes d'intégration régionale, les leaders ouest-africains se sont félicités des bonnes perspectives en matière de croissance économique des Etats membres. Ils ont par ailleurs réaffirmé leur ferme engagement pour l'application des dispositions du protocole relatif à la libre circulation des personnes, du droit de résidence et d'établissement.

Concernant l'union douanière, ils ont loué les progrès accomplis dans le cadre de la mise en vigueur du Tarif Extérieur Commun de la Cedeao (TEC) dans les Etats membres, et du processus d'élaboration du Code communautaire des douanes. Ils ont également salué les résultats obtenus dans le cadre de la mise en œuvre de la politique agricole de la Cedeao (ECOWAP), et des progrès réalisés dans le développement des infrastructures routières et maritimes.

La cérémonie d'ouverture du Sommet a d'ailleurs été suivie de la signature de l'Acte additionnel relatif au corridor Dakar-Abidjan, et de la pose de la première pierre du projet régional d'énergie électrique. Ce projet concerne la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Liberia et la Sierra Léone.

Cette cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités, dont le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour Afrique de l'Ouest et le Sahel, Dr Mohamed Ibn Chambas, et celui du président de la Commission de l'Union africaine.

Les chefs d'Etat et Benyamin Netanyahu

Il y avait également la haute représentante de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Mme Federica Mogherini, l'ancien président du Nigeria, Olusegun Obasanjo, et le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu, invité spécial du Sommet.

Les chefs d'Etat et de gouvernement ont noté les nombreuses réalisations d'Israël, notamment dans le domaine de l'agriculture, de la gestion des ressources en eau,

des innovations technologiques, de l'énergie et de la sécurité, saluant en même temps la disponibilité manifestée par le gouvernement israélien d'apporter son appui au développement de l'espace Cedeao.